



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 16/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAZECHIM

13 à 19 rue Denis Papin
ZI de Mitry-Compans
77290 Mitry-Mory

Références : E/24-1006
Références Hélios : 60565
Code AIOT : 0006501826

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2024 dans l'établissement GAZECHIM implanté 13-21 Rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. L'inspection a été annoncée le 18/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZECHIM
- 13-21 Rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GAZECHIM, dont le siège social est situé à BEZIERS, exploite à MITRY-MORY des installations de stockage et de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et corrosifs (chlore,

ammoniac et anhydride sulfureux).

L'établissement GAZECHIM de Mitry-Mory est implanté dans la zone industrielle de Mitry-Compans, à 20 km au Nord-est de Paris et à 3 km au Sud-est de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle. La zone industrielle se situe à l'est de Mitry-Mory, le long de la route départementale D9, en direction de Compans.

L'autorisation d'exploitation initiale a été accordée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1974 et l'exploitation a débuté le 8 avril 1976. L'installation de la société sur la zone industrielle de Mitry-Compans fait suite à une proposition de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR).

Le site est implanté sur une « plateforme d'une superficie de 32 657 m² commune à trois sociétés :

- GAZECHIM dit « GTC » (conditionnement et stockage de Gaz liquéfiés Toxiques et Corrosifs) ;
- UNIVAR dont les activités sont le conditionnement et le stockage de produits et spécialités chimiques,
- GAZECHIM Froid dont les activités sont le conditionnement et le stockage de fluides frigorigènes.

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation [A] au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour six rubriques, dont une avec franchissement direct du seuil Seveso haut.

Les activités de l'établissement sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD 1 IC 178 du 21 juin 2007 (modifié).

L'établissement fait par ailleurs l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté n°15/DCSE/IC/069 du 19 août 2015.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux de surface
- Risque toxique
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétentions associées aux stockages de gaz toxiques	AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Types d'effluents,	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.3.4	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu			
5	Mesures de maîtrise des risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Collecte des effluents liquides	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Collecte des effluents liquides	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Infrastructures et installations	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.3.3	Demande d'action corrective	15 jours 3 mois
10	Transport – Chargements - Déchargements	Arrêté préfectoral du 21 juin 2007, articles 7.6.7 et 8.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.6.3	Sans objet
9	Principe de gestion des déchets	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 5.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que l'exploitant maîtrisait le fonctionnement de ses installations. Toutefois, l'Inspection a noté une certaine fragilité dans la traçabilité et le suivi des actions de maintenance et d'entretien des installations (installations électriques, réseaux de collecte des effluents, shunt des barrières instrumentées).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions associées aux stockages de gaz toxiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conception
Prescription contrôlée : Ces capacités de rétention doivent être conçues et construites (forme et matériaux notamment) suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite et afin de limiter l'évaporation d'un gaz toxique liquéfié répandu sur le sol. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué qu'il vérifiait de manière hebdomadaire, via un contrôle visuel, l'état des rétentions présentes au sein de son établissement. Néanmoins, il ne dispose ni de consigne mentionnant l'obligation de réaliser un contrôle hebdomadaire des rétentions ni de rapport pouvant justifier de la réalisation desdits contrôles et des éventuels constats de dégradations associés. Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il procède annuellement à une vérification des installations incluant l'état des rétentions présentes au sein de son établissement. L'exploitant a présenté à l'Inspection un modèle de fiche. Toutefois aucune fiche renseignée n'a été présentée. Observation n°20240118-1 : Il convient que l'exploitant assure une traçabilité des contrôles des rétentions qu'il effectue périodiquement. En outre, les rétentions situées sous les tours de neutralisation des ateliers du Cl ₂ et du SO ₂ sont en extérieur, de sorte qu'elles se remplissent partiellement en eau de pluie lors de précipitations. Afin de maintenir ces rétentions toujours disponibles, l'exploitant procède régulièrement au pompage de l'eau de pluie présente. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il procédait à un pompage toutes les 2 semaines environ. Cette eau pompée, selon son pH et sa conductivité est soit envoyée vers la station de traitement du site UNIVAR (station de traitement commune à la plateforme Gazechim, Gazechim Froid et Univar), soit stockée dans des GRV puis évacuée en tant que déchet si la station de traitement n'est pas en capacité de la recevoir (cf. Fiche n°3). Lors de la visite du site, l'Inspection n'a pas constaté de détérioration manifeste des rétentions présentes au sein de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur le réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et la hauteur du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillés en cas de fuite.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les zones de dépotage de Cl_2 , SO_2 et NH_3 étaient sur rétention. Selon l'exploitant, ces rétentions présentent une capacité respective de 6 m^3 , 10 m^3 et de $10,8 \text{ m}^3$. L'exploitant justifie de la faible capacité de ces rétentions au regard des volumes de produits présents et du fait qu'il s'agit de gaz liquéfiés qui s'évaporent à pression ambiante.

Par ailleurs, selon l'exploitant, le site dispose d'une cuve de stockage de SO_2 d'un volume de 50 m^3 sur une rétention d'une capacité de 36 m^3 et d'une réserve de lessive de soude constituée de 4 bacs de 30 m^3 , utilisée afin de neutraliser une éventuelle fuite de chlore. Cette lessive de soude est sur une rétention d'une capacité de 62 m^3 .

Dans ses propos, l'exploitant indique que les tours de neutralisation du Cl_2 et du SO_2 possèdent un volume respectif de 20 m^3 et de 6 m^3 . Elles se situent en extérieur et sont sur des rétentions dont la capacité est de 32 m^3 et de 9 m^3 respectivement pour l'atelier chlore et pour l'atelier SO_2 .

En outre, l'exploitant utilisant du GNR, pour le fonctionnement d'un groupe électrogène et pour l'alimentation des chariots automoteurs, il dispose de 2 cuves aériennes de 500 et 2000 litres installées sur des rétentions d'une capacité respective de 1 m^3 et de 2 m^3 .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Raccordement aux installations de traitement
Prescription contrôlée : Les effluents liquides (eaux pluviales et eaux industrielles) de l'exploitant sont rejetés dans les collecteurs spécifiques de la société partenaire, qui traite les eaux industrielles et pluviales de l'ensemble de la plateforme. Ce raccordement aux installations de traitement (ou de pré-traitement) du partenaire ne peut être maintenu qui s'il fait l'objet d'une convention passée avec ce dernier. L'exploitant s'assure que son partenaire dispose des moyens suffisants pour le traitement de ses effluents industriels liquides. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées à son partenaire, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.
Constats : L'exploitant a indiqué que les eaux pluviales présentes au sein des rétentions extérieures étaient collectées par pompage. Une analyse du pH et de la conductivité permet à l'exploitant UNIVAR (qui gère et entretient la station de traitement ou de prétraitement de la plateforme) de statuer de sa capacité ou non à traiter ces effluents. En cas de compatibilité, ces effluents sont alors envoyés via le réseau interne à la plateforme jusqu'à la station de traitement. En cas d'incompatibilité entre les effluents de GAZECHIM et la station de traitement, l'exploitant évacue ces effluents sous forme de déchets. Néanmoins, l'exploitant n'a fixé aucun seuil de pH et conductivité à partir desquels les eaux pompées devaient être considérées comme incompatibles avec les capacités de traitement de la station. Il apparaît alors que, même si les opérateurs procèdent à des mesures de ces paramètres, ils ne peuvent être en mesure de juger si les eaux pompées sont compatibles avec le traitement prévu. <u>Observation n°20240118-2 :</u> Il convient que l'exploitant fixe des seuils de pH, conductivité, et tout autre paramètre pertinent, afin que les opérateurs mesurant ces paramètres dans les eaux pluviales des rétentions extérieures soient en mesure de juger si celles-ci doivent être envoyées à la station de traitement ou évacuées en tant que déchets. Lors de l'Inspection, l'exploitant n'a pas présenté de convention établie avec la société UNIVAR concernant le traitement des eaux pluviales et des eaux industrielles de la société GAZECHIM. <u>Observation n°18012024-3 :</u> L'exploitant transmettra à l'Inspection la convention établie entre GAZECHIM et UNIVAR concernant la collecte et le prétraitement des eaux pluviales et des eaux industrielles des installations GAZECHIM.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
--

Prescription contrôlée :

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et, le cas échéant, les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Constats :

Suite à des précipitations, en cas de présence d'eau dans les rétentions situées en extérieur, l'exploitant procède au pompage de cette eau, puis réalise une analyse du pH et de la conductivité avant de la rejeter le cas échéant vers la station de traitement de l'établissement UNIVAR (cf. Fiche n°3).

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il ne traçait pas les analyses sur le pH et la conductivité de ses rejets en eaux.

Non-conformité n°18012024-1 : L'exploitant ne consigne pas dans un registre tenu à jour les mesures et les contrôles réalisés sur les eaux pluviales potentiellement polluées s'accumulant dans les rétentions extérieures avant d'être rejetées dans la station de traitement de la société UNIVAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mesures de maîtrise des risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et maintenance des mesures de maîtrise des risques (MMR)
--

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;

-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats (cf. partie confidentielle):

L'Inspection a constaté que l'exploitant ne définissait pas les opérations d'entretien et de vérification de certaines barrières. En effet, lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une vidéo attestant d'un test de fonctionnement à distance d'une vanne, sans toutefois procéder à la traçabilité de ces tests de fonctionnement.

Non-conformité n°18012024-2 : Voir annexe confidentielle.

En outre, l'exploitant a expliqué qu'il procédait annuellement à des tests de fonctionnement à distance de cette vanne. Le jour de l'inspection, il a procédé à la réalisation de ce test de fonctionnement à distance devant l'Inspection. L'exploitant a constaté un temps de fermeture de cette vanne plus long qu'à l'accoutumée. Il a expliqué qu'une température extérieure inférieure à 0°C, telles que celle rencontrée le jour de l'Inspection, pouvait expliquer ce temps de réponse plus long. L'exploitant s'est alors interrogé sur la pertinence d'augmenter la fréquence de ce test de fonctionnement afin de mettre en mouvement la vanne plus régulièrement et ainsi éviter son blocage. Plus généralement, et en lien avec la non-conformité n°18012024-2, il conviendrait que l'exploitant définisse des mesures visant à entretenir cette vanne.

Lors de l'inspection du 18/01/2024, l'exploitant a présenté un plan datant de 2015 sur lequel figuraient plusieurs vannes assurant le fonctionnement des installations. Depuis 2015, les installations ont été modifiées et le plan n'est plus à jour. Il est demandé à ce que l'exploitant mette à jour ce plan.

Observation n°18012024-4 : Voir annexe confidentielle.

Par ailleurs, l'exploitant a expliqué qu'il procédait à la mise hors gel de certains éléments de son installation afin de les protéger du froid sans que cela fasse l'objet de mesures spécifiques. Post-

inspection, il a transmis à l'Inspection une procédure encadrant cette mise hors gel. Celle-ci stipule que la levée de la consignation des installations hors gel est faite dès que la température extérieure est stabilisée au-dessus de 0°C.

Il est demandé à l'exploitant d'expliciter les informations sur lesquelles il se base, et avec quelle marge de sécurité sur la température, pour s'assurer de la stabilité au dessus de 0°C de la température extérieure.

Observation n°18012024-5 : Voir annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire et les réseaux d'adduction d'eau publique...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteur, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les plans des réseaux. Ceux-ci distinguent les réseaux :

- d'eau potable,
- des eaux usées
- des eaux pluviales.

Le plan des réseaux ne distingue pas les réseaux d'eaux sanitaires et les réseaux d'eaux industrielles, identifiés comme réseaux d'eaux usées.

Observation n°18012024-6 : L'exploitant distinguera de manière claire les réseaux des eaux usées (sanitaires) et les réseaux des eaux industrielles sur son plan des réseaux.

Pour les eaux industrielles, l'exploitant différencie les eaux issues des ateliers chlore, SO₂ et ammoniac qui sont collectées respectivement par les réseaux javel, bisulfite et alcali afin d'être

pré-traitées par la station gérée par l'établissement UNIVAR.

L'exploitant ne fait, par ailleurs, pas la distinction entre les eaux pluviales de toiture et les eaux pluviales de voiries. La conception du réseau des eaux pluviales induit un mélange des eaux de toitures non polluées et des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées. D'après l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, une telle conception n'est pas autorisée pour des installations dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est postérieur à la date de publication de cet arrêté ministériel. Comme l'établissement GAZECHIM est régulièrement autorisé depuis 1974 sous le régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des ICPE, la prescription de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ne s'applique pas.

En outre, l'ensemble des eaux pluviales, hors zones de dépotage et de stockage, sont collectées par un réseau connecté à celui des eaux pluviales de l'établissement UNIVAR.

De plus, l'exploitant a expliqué disposer sur son site de 2 disconnecteurs situés à l'entrée du site au niveau de l'arrivée de la canalisation en eau potable, ainsi qu'avant l'alimentation en eau potable des ateliers. L'Inspection a constaté la présence de ces disconnecteurs sur le plan du réseau d'eau potable.

En outre, sur le réseau des eaux usées sanitaires, l'Inspection a constaté la présence d'une branche située au niveau du parking devant les bureaux des établissements GAZECHIM et UNIVAR. Cette branche est connectée au réseau javel de la plateforme ce qui n'apparaît pas cohérent.

Observation n°18012024-7 : L'exploitant justifiera la présence d'une branche des eaux usées sanitaires connectée au réseau javel de plateforme. Il mettra à jour le plan des eaux usées. Le cas échéant, il procédera aux travaux de remise en conformité afin que ces deux réseaux soient distincts.

Le plan des réseaux faisait apparaître les compteurs d'eau ainsi que la station de traitement de la société UNIVAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et surveillance

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de

l'établissement sont aériennes.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a expliqué que l'établissement UNIVAR gère l'entretien des réseaux de collecte des effluents pour l'ensemble de la plateforme. A ce titre, un unique prestataire intervient régulièrement sur l'ensemble des réseaux de la plateforme.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas contrôler le bon entretien de ses réseaux par le prestataire, en expliquant que l'établissement UNIVAR suivait l'état des réseaux pour l'ensemble de la plateforme.</p> <p>Non-conformité n°18012024-3 : L'exploitant n'a pas la connaissance des éventuelles actions effectuées par UNIVAR sur ses réseaux et n'est donc pas en mesure de s'assurer, par des contrôles appropriés et préventifs, du bon état des réseaux collectant les effluents.</p> <p>En outre, lors de la visite du site, à la demande de l'Inspection, un regard à proximité de l'atelier NH₃ a été ouvert. L'Inspection a alors constaté la présence de boue, obstruant, sur une partie de la section, l'écoulement des eaux pluviales de voiries.</p> <p>Observation n°18012024-8 : L'exploitant procédera au curage de la boue obstruant partiellement la canalisation des eaux pluviales de voiries au niveau de l'atelier de NH₃.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.3.3 / Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - Mise à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>[...]</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, sur demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté le certificat Q18 rendant compte de la vérification annuelle des installations électriques de l'établissement GAZECHIM à Mitry-Mory.</p>

La dernière vérification a été réalisée du 9 au 11 janvier 2023. Le certificat susvisé conclut que 3 des 14 écarts identifiés peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Parmi les 14 écarts relevés, 12 avaient déjà fait l'objet d'un signalement lors des contrôles précédents :

- 3 écarts en date de 2020,
- 6 écarts en date de 2021,
- 3 écarts en date de 2022.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter, à partir de son outil numérique, le suivi des actions réalisées afin de lever les écarts relevés lors de la vérification périodique de ses installations électriques de janvier 2023.

Cependant, suite à l'inspection, dans son courriel du 1er février, l'exploitant a transmis à l'Inspection un ordre d'intervention afin de réaliser des travaux sur ses installations électriques. Ce document mentionne qu'une intervention interne a eu lieu du 14 au 17 février 2023. Néanmoins, ce document ne permet pas de justifier de la réalisation de l'ensemble des actions correctives requises.

Pour chaque écart constaté, l'exploitant indique à la main sur le rapport de contrôle si des travaux ont été réalisés. À la date du 01/02/2024, seuls 2 écarts n'ont pas fait l'objet de travaux : il s'agit des points n°1 et 9 initialement signalés par le bureau de contrôle respectivement en 2022 et en 2021. La levée des 12 autres écarts n'est cependant pas justifiée puisqu'aucun justificatif n'a été transmis/présenté.

Toutefois, l'exploitant a présenté à l'Inspection le dernier rapport Q19 relatif à un contrôle thermographique réalisé le 16/03/2023. Ce rapport ne mentionne pas d'écart relevé par le bureau de contrôle.

Non-conformité n°18012024-4 : Le matériel électrique n'est pas entretenu régulièrement et n'est pas conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origines. Ainsi, l'entretien des installations électriques ne permet pas de prévenir tout feu d'origine électrique.

Observation n°18012024-9 : L'exploitant ne dispose d'aucun outil permettant le suivi des actions correctives sur ses installations électriques afin de procéder à leur mise en conformité suite aux constats établis par l'organisme de contrôle lors du contrôle annuel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Principe de gestion des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 5.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les

intérêts. Il s'assure que les installations visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Constats :

L'exploitant a mentionné avoir une activité qui ne générât pas de déchet.

Lors de l'inspection, l'exploitant a toutefois expliqué que la tour de neutralisation du NH_3 dont il n'avait plus usage a été partiellement démontée. Il ne reste sur site que le bac. Les cheminées ont quant à elles été découpées puis évacuées en tant que déchets non dangereux.

L'exploitant a évoqué la présence d'acide sulfurique nécessaire à l'utilisation de la tour de neutralisation. L'acide sulfurique a été évacué sous forme de déchets dangereux (code déchet n° 060601*). L'exploitant a présenté le jour de l'inspection le registre de suivi des déchets dangereux sur lequel figurait une quantité de 11,38 t évacués en septembre 2020.

Il a également indiqué que les cuves contenant du SO_2 ont été lavées, rincées puis découpées avant d'être évacuées en tant que déchets non dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Transport – Chargements - Déchargements

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21 juin 2007, articles 7.6.7 et 8.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 7.6.7 :

[...]

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

[...]

Article 8.3.3 :

Les tuyauteries, canalisations, pomperies contenant des gaz toxiques et leurs équipements de sécurité font l'objet d'un programme de suivi, de surveillance et de maintenance. L'exploitant dispose d'une procédure de mise en sécurité des canalisations de l'ensemble des installations avant intervention en phase de maintenance.

[...]

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation [...]
- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Lorsque le recensement ou les dossiers mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions ou par la décision ministérielle de modification du guide, le cas échéant.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué se servir d'un tracto-train afin de déplacer les wagons sur l'aire de dépotage. À ce titre, il a présenté à l'Inspection le mode opératoire de ce tracto-train qui ne prévoit pas de maintenance particulière hormis une vérification du graissage de la chaîne avant son utilisation.

En outre, l'exploitant a expliqué disposer de chariots élévateurs. Certains de ces chariots sont en leasing, d'autres appartiennent à l'établissement GAZECHIM.

Pour les chariots appartenant à l'exploitant, celui-ci réalise une vérification annuelle. À ce titre il a présenté à l'Inspection le dernier rapport de vérification en date du 02/08/2023. Les chariots en leasing sont quant à eux vérifiés par la société détentrice.

Par ailleurs, l'exploitant a expliqué qu'il procédait au remplissage de bouteilles de gaz liquéfié à partir de bascules asservies à un système de remplissage. Ces bascules sont des instruments qualifiés en métrologie légale. À ce titre, elles sont vérifiées annuellement par un organisme agréé.

Cependant, le système de remplissage des bouteilles est relié à un manomètre permettant de contrôler le dégazage effectif de la tuyauterie entre 2 remplissages. Cet instrument sert à la sécurité de l'opérateur.

L'exploitant a expliqué vérifier annuellement les manomètres de travail, à partir d'un manomètre de référence conservé au sein de l'établissement.

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport du contrôle des manomètres de travail.

Observation n°18012024-10 : L'exploitant transmettra le rapport du dernier contrôle des manomètres et, le cas échéant, la procédure s'y rapportant.

La suite de ce constat figure en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Situation administrative, Conditions générales d'installation et d'exploitation

Prescription contrôlée :

I. – L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du Code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

[...]

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation: – pour tous les équipements:

- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis;

II. – Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

III. – L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a demandé à consulter la liste des équipements sous pression présente au sein de l'établissement. L'exploitant n'a pas été en mesure de la présenter.

Non-conformité n°18012024-5 : L'exploitant ne tient pas à jour la liste des équipements sous pression présents au sein de son établissement.

L'Inspection a demandé à consulter le dossier concernant la cuve de SO₂. Lors de l'inspection périodique du 28/02/2022, des défauts relatifs à des parties corrodées de la cuve ont été identifiés. Un contrôle d'épaisseur des parois de cette cuve a ensuite été réalisé.

Une réparation a eu lieu le 09/05/2022 suite à la détection de corrosion. Une requalification périodique a été faite par un organisme habilité le 17/06/2022 qui n'a donné lieu à aucune observation.

L'Inspection a demandé à consulter le dossier des cuves de NH₃. Une requalification périodique a été réalisée le 10/09/2020 et le 19/11/2020 respectivement pour les cuves n°43 et n°45. L'exploitant prévoit une inspection périodique de ces 2 cuves au cours de l'année 2024.

En outre, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'équipement sous pression au chômage.

Par ailleurs, il a indiqué procéder à un examen visuel de ses cuves une fois par semaine et tracer ce contrôle visuel dans la GMAO.

Lors de la visite des installations, l'inspection a vérifié si les informations dont l'exploitant disposait pour ses 2 cuves de NH₃ et sa cuve de SO₂ étaient cohérentes avec les informations des dernières attestations de requalification périodique et avec les plaques apposées sur les cuves. Concernant les cuves de NH₃, les informations suivantes étaient cohérentes pour les cuves 43 et 45 : constructeur, fluide, n° de fabrication, année de fabrication, volume, PS, PE. Pour la cuve de SO₂, les informations ci-avant étaient cohérentes entre les données de l'exploitant et l'attestation de requalification périodique. Néanmoins, la plaque de la cuve était recouverte de peinture, les informations qui y étaient inscrites n'étaient donc pas visibles, à l'exception du constructeur.

Observation n°18012024-11 : La peinture recouvrant la plaque associée à la cuve de SO₂ ne permet pas la lecture les informations qui y sont inscrites.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois